

BRÈVES SECTORIELLES

Asie du Sud

Une publication du SER de New Delhi
N°04-2026-du 23 mars2026

En bref

Énergie

1. **Inde** : Face à la flambée des prix du pétrole et à une crise sur le GPL, l'Inde refuse de libérer ses réserves stratégiques tout en cherchant à rejoindre l'AIE.
2. **Inde** : L'Inde réforme son cadre réglementaire pour les centrales électriques captives afin de soutenir la compétitivité industrielle et la transition énergétique.
3. **Sri Lanka** : Le Gouvernement du Sri Lanka détaille son plan de sécurisation énergétique face aux risques géopolitiques.

Transports

4. **Inde** : L'Inde poursuit son ambition dans le secteur ferroviaire en annonçant des investissements pour accroître la capacité et l'efficacité opérationnelle.
5. **Inde** : L'Inde investit dans les voies navigables et la connectivité dans l'Assam à travers de nouveaux projets d'infrastructures pour stimuler le développement régional.

Numérique

6. **Inde** : L'Inde autorise vingt-trois institutions à établir des laboratoires de recherche spécialisés pour structurer sa stratégie sur le quantique

7. **Inde** : L'initiative IndiaAI lance des programmes d'accélération internationale pour aider les startups indiennes de l'intelligence artificielle à se développer à l'international.

Aviation civile

8. **Inde** : L'Inde met en place de nouvelles mesures centrées sur les passagers afin d'améliorer la transparence et l'accessibilité dans un secteur aérien en forte croissance.
9. **Inde** : L'Autorité aéroportuaire de l'Inde lance un appel d'offres pour moderniser l'aéroport de Valmiki Nagar au Bihar afin de renforcer la connectivité régionale.
10. **Inde** : Le Karnataka envisage de développer un aéroport commun pour améliorer la connectivité dans trois districts du nord de l'État.

Énergie

Inde

Face à la flambée des prix du pétrole et à une crise sur le GPL, l'Inde refuse de libérer ses réserves stratégiques tout en cherchant à rejoindre l'AIE

Dans un contexte de forte tension sur les marchés pétroliers mondiaux, le baril de brut ayant frôlé les 120 USD en raison de l'escalade du conflit au Moyen-Orient, l'Inde a écarté toute participation à la libération coordonnée de réserves stratégiques par les pays membres de l'Agence internationale de l'énergie (AIE) et portée par la France dans le cadre de sa présidence du G7. L'Inde n'étant que membre associé de l'AIE depuis 2017, elle n'est pas juridiquement tenue de suivre ses recommandations. Les Etats-Unis ont autorisé l'achat de pétrole russe par l'Inde pour une période d'un mois (jusqu'au 4 avril 2026).

Parallèlement, le pays fait face à une crise d'approvisionnement du gaz de pétrole liquéfié (GPL) dont une partie significative transite par le détroit d'Ormuz. Suite à l'activation de la loi sur les produits de première nécessité et la priorisation des usages domestiques, le gouvernement a proposé aux États fédérés une allocation supplémentaire de 10 % de ressources en GPL pour des usages commerciaux, tout en encourageant une transition vers le gaz naturel (PNG et CNG). Selon le gouvernement, la production domestique de GPL aurait augmenté de 40 % et le taux de livraison des bouteilles est passé de 53 % à 81 %.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

L'Inde réforme son cadre réglementaire pour les centrales électriques captives afin de soutenir la compétitivité industrielle et la transition énergétique

Le gouvernement indien a amendé le 14 mars 2026 le cadre réglementaire relatif aux centrales électriques captives [Electricity (Amendment) Rules], qui permettent aux industries de produire leur propre électricité. Ces amendements visent à lever les ambiguïtés d'interprétation qui freinaient les investissements, à simplifier les démarches administratives et à aligner le cadre réglementaire sur les nouvelles structures d'entreprise et les objectifs de transition énergétique.

Parmi les principales modifications, la définition de la propriété est élargie pour inclure les filiales et sociétés mères, reconnaissant ainsi les montages en special purpose vehicle fréquemment utilisés dans les projets d'énergies renouvelables. Les règles encadrant les captives de groupe, constitués sous forme d'associations de personnes, sont assouplies afin d'offrir plus de flexibilité dans la consommation d'électricité. Un mécanisme de vérification unifié est instauré : à partir du 1er avril 2026, le Centre national d'exploitation et supervision du réseau électrique national (National Load Despatch Centre) sera compétent pour les consommations inter-États, tandis que des agences nodales désignées par les États traiteront les cas intra-États.

Par ailleurs, les surtaxes de péréquation tarifaire ne seront pas appliquées pendant la période de vérification du statut captif, réduisant ainsi les risques financiers pour les industriels.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Sri Lanka

Le Gouvernement du Sri Lanka détaille son plan de sécurisation énergétique face aux risques géopolitiques

Le Président AKD a présenté devant le Parlement un état des lieux des risques énergétiques auxquels le Sri Lanka est confronté dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient. Il a également exposé un plan d'investissement pour augmenter les capacités de résilience énergétique du pays.

S'agissant des carburants, les autorités indiquent disposer de stocks couvrant 33 jours de diesel, 28 jours d'essence (portés à environ 40 jours avec une cargaison attendue les 7-8 du mois) et 49 jours de kérosène aviation, sur la base d'un scénario dégradé sans nouvelles livraisons. Les approvisionnements seraient sécurisés via des cargaisons programmées (Sinopec, IOC, autres fournisseurs), tandis que les stocks de brut permettraient d'assurer 44 jours d'activités de raffinage.

Concernant le gaz, dont la capacité de stockage nationale ne couvre qu'environ une semaine de consommation, des mesures d'urgence ont été adoptées (mobilisation temporaire de capacités privées, nouvelles importations de bouteilles).

À moyen terme, le Gouvernement prévoit plus de 30 Mds LKR (97 M USD) d'investissements dans les infrastructures énergétiques : construction d'un nouveau complexe de stockage de 86 000 tonnes à Kolonnawa extension d'un autre complexe de 40 000 tonnes à Muthurajawela, rénovation de réservoirs à Trincomalee, modernisation des pipelines et automatisation des opérations portuaires liées aux hydrocarbures. La capacité de la raffinerie nationale, inchangée depuis 1979, doit être doublée de 50 000 à 100 000 tonnes avec une large participation du secteur privé.

[En savoir plus](#)

Transports

Inde

L'Inde poursuit son ambition dans le secteur ferroviaire en annonce des investissements pour accroître la capacité et l'efficacité opérationnelle

Indian Railways a approuvé une série de modernisations d'infrastructures et de technologies pour un montant supérieur à 7,65 Mds INR (environ 92 M USD), visant à renforcer l'efficacité du réseau, augmenter la capacité de fret et moderniser les systèmes de communication sur des corridors clés.

Cette initiative vise à améliorer la fiabilité opérationnelle et à soutenir la demande croissante en matière de passagers et de fret.

Une part importante de l'investissement cible la modernisation des systèmes de traction électrique sur des lignes à forte densité. Le tronçon Duvada–Visakhapatnam–Vizianagaram (106 km) bénéficiera de 3,18 milliards de INR (38 millions USD) pour passer d'un système 1×25 kV à un système 2×25 kV plus avancé, permettant des charges de fret plus importantes et des vitesses accrues. De même, le tronçon Raichur–Guntakal (126 km) sera modernisé avec une allocation de 2,59 Mds (31 M USD), améliorant la performance sur le corridor très fréquenté Mumbai–Chennai et soutenant les opérations de trains modernes. Parallèlement, 1,88 Md INR (23 M USD) a été alloué pour renforcer les infrastructures de communication numérique dans les divisions de Vadodara et Mumbai. Cela inclut l'installation d'un réseau de fibre optique de 1 000 km, conçu pour répondre aux besoins à haute bande passante et permettre le déploiement de systèmes avancés tels que Kavach, la technologie ferroviaire indienne de prévention des collisions.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#),

L'Inde investit dans les voies navigables et la connectivité dans l'Assam à travers de nouveaux projets d'infrastructures pour stimuler le développement régional

Le gouvernement indien a lancé une série de projets d'infrastructure dans l'Assam visant à renforcer les voies navigables intérieures, améliorer la connectivité et promouvoir le tourisme ainsi que le développement économique. Ces initiatives représentent un investissement total de 5,26 Mds INR (63 M USD) le long du fleuve Brahmapoutre (National Waterway-2).

L'un des éléments clés est un corridor routier surélevé reliant le port de Pandu, à Guwahati, à la National Highway-27, construit pour un montant de 1,80 Md INR (22 M USD). Ce projet vise à résoudre les problématiques de connectivité du dernier kilomètre en reliant le transport fluvial au réseau routier, réduisant ainsi la congestion et améliorant l'efficacité logistique. Parallèlement, deux terminaux de croisière à Biswanath Ghat et Neamati, représentant un investissement combiné de 1,58 Md INR (19 M USD), ont pour objectif de développer le tourisme fluvial et d'améliorer les infrastructures destinées aux passagers le long du Brahmapoutre.

Ces projets s'inscrivent dans une stratégie plus large visant à exploiter les voies navigables comme mode de transport économique et respectueux de l'environnement, tout en stimulant les économies locales par le tourisme et le commerce. Toutefois, leur impact à long terme dépendra de leur mise en œuvre effective, de leur intégration avec les réseaux existants et de la demande durable pour ces services.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#), [en savoir plus](#)

Numérique

Inde

L'Inde autorise vingt-trois institutions à établir des laboratoires de recherche spécialisés pour structurer sa stratégie sur le quantique

Le ministère des Sciences et des Technologies a validé la sélection de 23 institutions académiques, dont plusieurs Instituts Indiens de Technologie (IIT), pour la mise en place de laboratoires dédiés aux technologies quantiques. Cette étape marque le lancement opérationnel de la National Quantum Mission (NQM), dotée d'un budget global de 60 milliards INR (environ 730 millions USD) sur huit ans. Ces laboratoires se concentreront sur quatre piliers stratégiques : l'informatique quantique, les communications sécurisées, les capteurs de précision et les matériaux avancés. L'initiative vise à développer des capacités technologiques locales et à réduire la dépendance de l'Inde vis-à-vis des importations d'équipements de haute précision, essentiels pour la souveraineté numérique du pays.

L'approche indienne repose sur un modèle de pôles thématiques (hubs) destinés à favoriser la collaboration entre le monde académique, l'industrie et le gouvernement. En structurant ces centres d'excellence, l'Inde ambitionne de rejoindre le cercle restreint des six premières nations mondiales maîtrisant les technologies quantiques d'ici 2031. Les applications visées concernent des secteurs critiques tels que la défense, la santé, la finance et la cybersécurité. Toutefois, le défi principal reste la transformation de la recherche fondamentale en produits commercialisables encore peu nombreux en Inde. Le succès de la mission dépendra également de la capacité du pays à retenir ses talents hautement qualifiés face à l'attractivité des centres de recherche occidentaux et à établir des coopérations scientifiques de long terme.

[En savoir plus](#), [En savoir plus](#)

L'initiative IndiaAI lance des programmes d'accélération international pour aider les startups indiennes de l'intelligence artificielle à se développer à l'international

Dans le cadre de sa mission nationale pour l'intelligence artificielle, le gouvernement indien a officialisé le lancement de programmes d'accélération internationale destinés à soutenir l'expansion mondiale des startups indiennes. Ces programmes visent à les connecter aux marchés étrangers, à des investisseurs et des partenaires technologiques de premier plan. L'initiative propose un accompagnement structuré incluant du mentorat, un accès facilité aux réseaux de capital-risque et un soutien à la mise en conformité avec les standards réglementaires internationaux, tels que le règlement européen sur l'IA (AI Act). L'objectif est de transformer le vivier de talents indiens en un pôle d'exportation de solutions de pointe (Deep Tech) et de renforcer la compétitivité de l'Inde face aux écosystèmes américain et chinois. Cette stratégie cherche à attirer des investissements directs étrangers tout en favorisant les transferts de compétences.

Pour les autorités, il s'agit de répondre au défi critique du passage à l'échelle, souvent freiné par un marché domestique encore très orienté vers les services informatiques traditionnels. Le succès de cette démarche dépendra de la capacité des innovateurs indiens à naviguer dans des environnements juridiques complexes et à sécuriser des financements de série B et au-delà.

[En savoir plus](#)

Aviation civile

Inde

L'Inde met en place de nouvelles mesures centrées sur les passagers afin d'améliorer la transparence et l'accessibilité dans un secteur aérien en forte croissance

Le ministère de l'Aviation civile en Inde a annoncé une série de mesures axées sur les passagers visant à améliorer l'expérience de voyage et à renforcer la transparence dans l'ensemble du secteur aérien. Cette initiative intervient alors que l'Inde consolide sa position de troisième marché domestique mondial de l'aviation, avec plus de 500 000 passagers transitant quotidiennement par ses aéroports.

Ces nouvelles dispositions, mises en œuvre par la Direction générale de l'aviation civile (DGCA), visent à harmoniser les pratiques des compagnies aériennes et à renforcer les droits des passagers. Parmi les principales directives figurent l'allocation d'au moins 60 % des sièges sans frais supplémentaires afin de garantir un accès équitable, ainsi que l'obligation de placer les passagers voyageant sous une même réservation (PNR) ensemble, de préférence sur des sièges adjacents. Les compagnies aériennes sont également invitées à adopter des politiques claires et transparentes concernant le transport d'équipements sportifs, d'instruments de musique et d'animaux, dans le respect des normes de sécurité et d'exploitation.

Dans l'ensemble, ces mesures illustrent la volonté des autorités de concilier la croissance rapide du secteur avec une amélioration des standards de service, même si leur efficacité dépendra de leur mise en œuvre effective et du suivi par les régulateurs.

[En savoir plus](#), [en savoir plus](#)

L'Autorité aéroportuaire de l'Inde lance un appel d'offres pour moderniser l'aéroport de Valmiki Nagar au Bihar afin de renforcer la connectivité régionale

L'Autorité aéroportuaire de l'Inde (AAI) a publié un appel d'offres de type EPC (Engineering, Procurement, and Construction) pour le développement et la modernisation de l'aéroport de Valmiki Nagar, situé dans le district de West Champaran au Bihar. L'annonce marque une étape vers la réactivation de cette piste longtemps inactive et sa transformation en un aéroport régional opérationnel.

Le projet, estimé à 386,4 millions INR (environ 4,6 millions USD), vise à moderniser les infrastructures existantes pour permettre l'exploitation d'avions de catégorie Code-2B. Cela permettrait à l'aéroport d'accueillir des aéronefs de petite et moyenne taille, couramment utilisés dans les programmes de connectivité régionale, améliorant ainsi l'accessibilité à la région. Le développement prévu comprend des améliorations de la piste, des infrastructures terminales de base et les installations associées nécessaires à des opérations sûres et efficaces. Le projet devrait être achevé dans un délai d'environ 11 mois à compter du début des travaux.

Cette initiative s'inscrit dans le cadre des efforts nationaux visant à étendre les infrastructures aéronautiques régionales, notamment dans les zones mal desservies ou éloignées. L'amélioration de l'accès aérien à West Champaran pourrait soutenir le tourisme, notamment grâce à la proximité de la réserve de tigres de Valmiki, et faciliter l'activité économique locale.

[En savoir plus, en savoir plus](#)

Le Karnataka envisage de développer un aéroport commun pour améliorer la connectivité dans trois districts du nord de l'État

Le gouvernement du Karnataka étudie la création d'un nouvel aéroport dans la région de Kalyana Karnataka afin de renforcer la connectivité aérienne des districts de Ballari, Koppal et Vijayanagara. La décision finale concernant l'emplacement de l'aéroport n'a pas encore été prise et sera déterminée après consultation avec le chef du gouvernement et les représentants élus des districts concernés. Cette initiative s'inscrit dans un effort plus large visant à combler les lacunes de connectivité régionale et à soutenir le développement économique du nord du Karnataka.

L'amélioration de la connectivité aérienne devrait faciliter les déplacements de passagers et le transport de marchandises, avec des retombées potentielles pour des secteurs clés tels que l'exploitation minière, le tourisme et l'industrie. Un aéroport commun desservant plusieurs districts pourrait également optimiser l'investissement dans les infrastructures en centralisant les installations aéronautiques plutôt qu'en développant plusieurs petits aéroports.

Toutefois, le projet reste en phase de planification, et plusieurs facteurs — acquisition de terrains, autorisations environnementales, viabilité financière et intérêt des compagnies aériennes — influenceront son avancement. Le calendrier de mise en œuvre n'a pas encore été précisé.

[En savoir plus](#)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de New Delhi

florent.mangin@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : Service Economique Régional de New Delhi

Abonnez-vous : <https://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays/IN/breves-economiques-et-financieres-d-asie-du-sud>